

Violences et destructions à Hawara

Category: International

écrit par jmfouquer | 2 mars 2023

Après la violente attaque du village d'Hawara, l'urgence des sanctions internationales

Près de Naplouse, à Hawara, des colons israéliens ont incendié, dimanche 26 février, des dizaines de maisons, une centaine de voitures, tabassé et blessé des centaines de palestiniens dont au moins un en est mort. Cette petite ville de Cisjordanie occupée est aujourd'hui détruite et quasiment morte.

Le 22 février, l'armée israélienne a fait un énième raid, cette fois à Naplouse, le plus meurtrier depuis 20 ans en Cisjordanie occupée, provoquant onze morts et une centaine de blessés, portant à 63 le nombre de Palestiniens tués par l'occupant depuis le 1er janvier. Suite à quoi un Palestinien a tué deux colons israéliens à Hawara, ce qui a provoqué un appel du chef du Conseil des colons de Samarie qui disait : « *Hawara devrait être anéanti aujourd'hui.* » Le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, a approuvé cet appel sur Twitter. Des centaines de colons ont répondu à ces « appels à la vengeance ». L'armée israélienne présente sur place et à côté a accompagné les colons et n'est jamais intervenue pour les stopper.

Cette attaque – qualifiée de pogrom par certains médias israéliens eux-mêmes ((**Les ONG israéliennes *Breaking the Silence* et *Peace Now* ont notamment qualifié cette attaque de pogrom, tout comme le média israélo-palestinien *+972 Magazine***)) – est particulièrement grave et significative de la volonté de bien des colons de voir disparaître les

Palestiniens. Mais ils et elles sont toujours là et continuent de résister à l'oppression, aux discriminations, à l'occupation et à la colonisation. Cette résistance est légitime !

L'hypocrisie du premier ministre Netanyahu doit être dénoncée : il s'est contenté d'appeler au calme et garde son ministre des Finances à son poste. Il ne fait aucun doute que la mise en place du nouveau gouvernement, le plus à droite de l'histoire du pays, avec des suprémacistes juifs, et ses premières décisions de développer encore la colonisation, incitent les colons à agir comme ils l'ont fait près de Naplouse. Le Comité ministériel israélien sur les questions législatives a approuvé dimanche un projet de loi raciste établissant la peine de mort pour les responsables d'« attentats terroristes » contre les seuls citoyens d'Israël (en fait les actes de résistance armée des Palestiniens). Tout cela ne peut qu'encourager des actes tels que ceux de dimanche soir.

La nouvelle équipe ministérielle a fait part de ses intentions, entre autres, de poursuivre la colonisation dans les Territoires palestiniens, de mener des réformes qui suscitent des inquiétudes dans la communauté LGBT notamment et de ses intentions de réformer le système judiciaire. L'ambassadrice d'Israël en France a publiquement fait part de son opposition au nouveau gouvernement de Benjamin Netanyahu en lui présentant sa démission. La procureure générale, de son côté, a fait état de ses craintes de réformes réduisant le pouvoir des juges et d'une « *politisation des forces de l'ordre* ». Ces prises de position provoquent d'ailleurs, chaque semaine, d'importantes manifestations en Israël.

Ces événements indiquent que la situation du peuple palestinien, dramatique depuis des décennies, est en train de se dégrader gravement. Cela nécessite la mobilisation de celles et ceux qui sont attaché·es à la justice, pour que soient mises en œuvre des sanctions internationales. Le double

standard de la diplomatie française, européenne et de l'OTAN est insupportable. Ce qu'il a été possible de mettre en place contre la Russie face à son agression, son occupation et sa volonté d'annexion de l'Ukraine en matière de boycott, de désinvestissements et de sanctions doit aujourd'hui, de toute urgence, être mis en place pour stopper le gouvernement israélien, et lui imposer le respect du droit international. Les communiqués de dénonciation et d'appel à la désescalade, qui renvoient plus ou moins les un·es et les autres dos à dos, ne suffisent pas, et contribuent au contraire à l'impunité de l'État d'Israël. C'est pourtant ce que continuent de faire Macron et son gouvernement, malgré les morts qui s'amoncellent et l'urgence de la situation. Maintenant, il faut des actes !

Face à la dérive du gouvernement israélien, contraire aux « valeurs communes » de l'UE et aux agressions israéliennes de plus en plus violentes contre le peuple palestinien, la suspension de l'accord d'association UE-Israël doit être décidée rapidement et durer jusqu'à ce qu'Israël se conforme à l'article 2 de cet accord.

ENSEMBLE!, mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire, participera à toutes les actions de solidarité contre les agressions envers le peuple palestinien et pour ses droits.

ENSEMBLE!, qui participe à cette campagne, appelle à renforcer la [campagne BDS](#) (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), afin de mettre fin au régime d'apartheid israélien et d'imposer le respect du droit international.

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

- **Israël : expédition punitive à Hawara**
- **Netanyahou n'est pas le bienvenu !**
- **Sur Israël : deux poids, deux mesures**
- **L'extrême droite au pouvoir en Israël**